

LOUIS LORÉAL

Une Mystique à combattre :
LA GUERRE CIVILE



Les Éditions de la "Patrie Humaine"
16, rue Saint-Marc, Paris (2^e)

—
1938

Prix : 2 fr.

LOUIS LORÉAL

Une Mystique à combattre :

LA GUERRE CIVILE



Les Éditions de la "Patrie Humaine"

16, rue Saint-Marc, Paris (2^e)

1938

AVERTISSEMENT

Les pages ci-après ne sont que la reproduction d'une série d'articles parus fin 1937-début 1938 dans la Patrie Humaine.

De nombreux lecteurs nous ayant, alors, exprimé le désir de les voir réunis en brochure, nous n'avons pu, hélas! réaliser leur vœu si tôt que nous l'aurions voulu, notre situation financière nous obligeant à de strictes économies.

Cela fait que certains passages paraissent avoir vieilli et risquent ne plus sembler être d'actualité.

Cependant, nous avons cru devoir les maintenir, car les événements qui se sont produits depuis leur publication n'ont légitimé que trop tristement notre position en ce qui concerne la guerre civile.

Du reste, le lecteur jugera.

LA PATRIE HUMAINE.

UNE MYSTIQUE A COMBATTRE :

LA GUERRE CIVILE

I

A BAS LA GUERRE CIVILE !

Depuis des mois, nous avons pu lire, sous la plume de militants qui se prétendent adversaires irréductibles de la guerre, les affirmations les plus ahurissantes. Il semblerait que la guerre d'Espagne n'ait pas causé de ravages qu'en Ibérie mais aussi — et d'irréremédiables — dans des cerveaux que nous pensions être plus solides.

« Nous sommes, disent-ils, contre toutes les guerres, que nous considérons non seulement comme des cataclysmes effroyables dont seuls les peuples font les frais, mais, aussi, comme des duperies abominables n'amenant pour tout résultat que le malheur des opprimés. Cependant, la guerre civile... »

Et voilà le grand mot lâché! Et, aussitôt, des hommes qui, jusque-là, savaient démontrer avec sang-froid le mensonge des « guerres d'agression », l'inexistence et l'impossibilité de la « défense nationale »; ces hommes qui font leur la maxime de Bertrand Russell: « Aucun des maux que l'on prétend éviter par la guerre n'en est un aussi grand que la guerre elle-même »; ces farouches anti-guerriers se mettent à divaguer et, pour peu qu'on les y pousse, à emboucher la trompette des combats.

Ce serait à désespérer de la raison humaine si l'on ne savait que les plus sages ont leurs moments d'aberration.

Voyez l'exemple de l'Espagne. N'est-ce pas, là, la preuve la plus irréfutable que la guerre civile, tout comme les autres guerres, ne « paye » pas? N'y a-t-il pas dans les sanglants événements d'outre-Pyrénées la démonstration flagrante que la guerre civile n'est, elle aussi, qu'une « affaire » dont profitent les politiciens, les industriels et

les financiers — avec cette circonstance aggravante que le peuple croit lutter pour sa propre cause alors qu'il ne travaille qu'à se forger de nouvelles chaînes?

Si, au début de l'insurrection, on avait pu se tromper, on en peut plus, maintenant, se faire illusion.

En juillet 1936, les soudards déclenchent leur tentative de coup d'Etat. Les anarchistes, les syndicalistes, les socialistes révolutionnaires se dressent et, par leur propre réplique, empêchent la réussite de l'attentat.

Poussés par les événements, les cadres vermoulus de la politique, qui avaient bien cru leur dernière heure venue et qui, peut-être, se seraient ralliés au vainqueur, furent obligés de laisser la C.N.T.-F.A.I. et les éléments avancés de l'U.G.T. pratiquer des réalisations sociales. Mais ils acquiescèrent à contre-cœur et ne perdaient pas l'espoir d'avoir le dernier mot.

On sait ce qui est advenu. La C.N.T. se laissa gagner par le virus gouvernemental. Et pendant que les ministres anarchistes « réclamaient de leurs troupes le calme afin de ne pas briser le front antifasciste », on mitraillait les ouvriers à Barcelone, on emprisonnait des militants catalans de la F.A.I., de la C.N.T., du P.O.U.M., on assassinait Berneri et d'autres idéalistes venus aider leurs frères espagnols à se libérer.

On suspendit les journaux libertaires et trotskistes, on établit une véritable dictature policière et, petit à petit, on anéantit les réalisations sociales. Si bien que maintenant le prolétariat espagnol n'a que cette alternative: ou accepter le joug de Franco, ou subir la dictature bolcheviste. C'est-à-dire, dans l'un comme dans l'autre cas, perdre sa liberté, être réduit en esclavage.

D'un côté comme de l'autre, le peuple espagnol n'a rien à gagner.

Et il se trouve encore des fous qui crient contre la médiation, qui préconisent la lutte à outrance.

... Il est vrai qu'ils ne sont pas en Espagne. Et ce qui me révolte, c'est que des gens qui ne se battent pas crient: « Jusqu'au bout! »

J'admets, à la rigueur, que les combattants espagnols ne veuillent pas céder, je comprends qu'ils préfèrent mourir plutôt que de subir les repréailles des vainqueurs. Eux, au moins, ils engagent leur existence, qu'ils risquent chaque jour. Dans la passion exacerbée, ils ne se rendent pas compte qu'ils sont dupés. C'est fâcheux, c'est même regrettable; mais, enfin, c'est humain, tristement humain, et ils payent leur erreur de leur vie. Et le devoir de tous ceux qui ont compris est d'essayer de calmer cette fureur, de mettre tout en œuvre pour amener les combattants des deux côtés à comprendre qu'ils ne se font tuer, en définitive, que pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Car, je le ré-

pète, entre le fascisme et le bolchevisme, on ne choisit pas. La peste et le choléra sont pareillement à éviter.

Les révolutionnaires espagnols qui se battent mettent leur vie en danger sans aucune espérance de libération. Ils se font tuer, comme se sont fait tuer les Makhnovistes en 1920 quand ils luttèrent contre Denikine, sans avoir, même, l'espérance que leur sacrifice servira à ceux qui leur survivront.

Ah! j'entends bien. On me répondra:

« Mais alors, que faire? Ne vaut-il pas mieux mourir les armes à la main que survivre dans l'esclavage? Les vrais révolutionnaires ne sont-ils pas destinés à être les éternelles victimes? »

C'est contre ce raisonnement fallacieux que je m'insurge. Non, il ne vaut pas mieux mourir les armes à la main, car, comme l'écrivait Madeleine Vernet dans un bel article publié par la *Patrie Humaine*, — et on a honte d'être obligé de répéter une vérité si essentielle: — « Nous oublions toujours que la vie est le plus précieux des biens — et non pas « après la liberté », comme disent certains, car perdre la vie c'est perdre tout espoir de liberté. Pour réaliser quoi que ce soit, il faut d'abord être vivant. »

Quant à la mystique qui veut que nous devions être les « éternelles victimes », je me refuse de la faire mienne.

Il serait tout de même temps d'envisager de ne plus être jamais la victime.

Mourir pour son idéal? Ça fait bien dans les journaux et dans les discours. Ça procure une émotion à ceux qui ne meurent point. Mais « mourir pour son idéal » est un slogan aussi dangereux, aussi criminel que « mourir pour la patrie ». Sans compter que, avant de mourir, on supprime d'autres existences d'hommes coupables de ne pas partager les mêmes convictions.

Or, si on a le droit de se suicider, on n'a pas le droit de disposer de la vie des autres.

— Mais ils ont des fusils! » me dira-t-on. Eh oui! ils ont des fusils parce que, comme vous, ils veulent « mourir pour leur idéal », et que, de même que leur idéal vous semble exécrable, le vôtre leur paraît haïssable.

Et ainsi les hommes s'entretuent. Sur les monceaux de cadavres s'accumulent des fortunes et s'installent des dictatures.

Il faut renverser la société capitaliste, d'accord. Il faut accomplir une révolution sociale, entendu.

Mais, avec les moyens modernes de destruction, la guerre civile ne sera jamais le commencement de la révolution. Ce ne sera, comme, du reste, toutes les guerres civiles du passé, que l'occasion pour des ambitieux de

réaliser leurs desseins sur les cadavres des pauvres naïfs qui se seront fait tuer « au nom de l'idéal ».

Révolution ne signifie pas violence ni meurtre.

Or, la guerre civile n'est que cela. Comme les autres guerres, elle déchaîne les plus mauvais instincts, permet d'assouvir les plus basses vengeances. Comme les autres guerres, c'est l'antithèse de la liberté et du bien-être communs.

C'est pourquoi si je crie: « Vive la révolution », j'ajoute: « A bas la guerre civile! »

Car la société de nos rêves ne peut pas s'établir sur des ruines et dans une nécropole.

II

LA GUERRE CIVILE, C'EST LA DICTATURE !

Il est absolument indispensable de se situer nettement, de ne plus se laisser égarer par un sentimentalisme à contre-temps et de dénoncer fermement le nouveau « bobard » avec lequel on essaye de nous faire admettre ce contre quoi toute notre raison et toute notre doctrine s'insurgent: la guerre.

Seulement, on m'a objecté ceci:

« Vous vous dites révolutionnaires vous affirmez que la suppression du capitalisme est absolument indispensable à l'établissement de la paix universelle. Or, comment pouvez-vous concilier votre révolutionnarisme avec votre opposition à la guerre civile? Vous n'ignorez pas que les tenants du capitalisme ne se laisseront pas déposséder sans résistance. Alors, il faudra bien en arriver à la lutte armée sous peine de voir se perpétuer le régime exécrable de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et cette lutte armée, ce sera, que vous le vouliez ou non, la guerre civile!

« D'autre part, si les groupements fascistes tentaient, en France, un coup d'Etat, il faudrait bien que nous prissions les armes pour nous opposer à leurs desseins, car il est préférable, somme toute, de mourir en combattant que de vivre dans la servitude. Et, ce sera, là encore, la guerre civile! »

Ce raisonnement est logique en apparence. Mais en apparence seulement.

Certes, nous savons très bien que tous ceux qui, d'une manière quelconque, bénéficient du régime capitaliste tiennent à leurs prérogatives et aux multiples avantages qu'ils en tirent. Nous pensons que ces bénéficiaires useront de tous les moyens pour conserver leurs privilèges. Et nous sommes suffisamment renseignés par les exemples de la Commune de Paris et des Journées de février 1934 à Vienne pour être sûrs que les moyens les plus barbares, les plus féroces, les plus odieux, seront employés pour le maintien du régime capitaliste.

Seulement, tirer de cette évidence la nécessité de la guerre civile pour arriver à la révolution, c'est, ce me semble, retarder quelque peu et faire fi des événements qui se sont déroulés dans le monde depuis près de cent cinquante années.

1789, 1830, 1848, en France (ne parlons pas de la Commune puisque ce mouvement fut écrasé dans le sang); 1918-19 en Europe Centrale, 1917 en Russie, furent des guerres civiles qui triomphèrent. Le peuple se leva en masse, prit les armes, renversa les monarques. Mais s'en-suit-il qu'il accomplit une révolution sociale? Que non! Il se retrouva Gros Jean comme devant.

Que la bourgeoisie française célèbre 1789 comme l'année de la Grande Révolution, nous le comprenons très bien. Elle a gagné au change, elle a pu s'emparer des postes de commande, créer les banques et l'industrie. Mais le peuple, quelle amélioration de son sort a-t-il conquise? Aucune. Comme auparavant, il lui fallut travailler de longues journées pour vivre maigrement. Comme auparavant, il fit les frais de toutes les dépenses de l'Etat. Il y eut même une certaine loi Le Chapelier qui interdisait tout groupement d'ouvriers sous peine de prison et de lourdes amendes.

La seule « conquête » de la Grande Révolution, la seule qui dure: c'est la conscription obligatoire. Il n'y a, tout de même, pas lieu pour le peuple de s'enorgueillir. En 1789, comme en 1830, comme en 1848, la « révolution » consista simplement en changement de personnel politique. Robespierre, qui voulait socialiser la révolution et qui s'opposait farouchement à la guerre, fut guillotiné; la tentative d'Albert, en 1848, d'ouvrir des Ateliers nationaux finit, en juin 1848, par le massacre des ouvriers parisiens.

En 1918, le peuple des Empires Centraux renversa la monarchie, mais ce fut une république capitaliste qui la remplaça et tant en Allemagne qu'en Autriche ou en Hongrie, lorsque le peuple voulut aller plus loin dans la voie des réalisations, il fut impitoyablement massacré. Le social-démocrate Noske fit tirer sur le peuple, Liebknecht et Rosa

Luxembourg furent assassinés. De même qu'en Russie, les bolchevistes, dès leur arrivée au pouvoir, n'eurent de cesse avant d'avoir écrasé dans le sang prolétarien la Commune de Cronstadt et l'Ukraine libertaire de Makhno.

Car la guerre civile ne peut amener qu'une révolution politique. Et la révolution politique, toutes les expériences le démontrent, est tout le contraire de la révolution sociale.

Le peuple change de maîtres, alors qu'il faudrait qu'il arrive à s'en passer. Qu'on les nomme: rois, ministres, présidents, dictateurs, commissaires du peuple, leaders, chefs ou de tout autre vocable similaire, ils sont également nuisibles à la société. L'homme qui est pourvu d'un poste de commandement se résoud difficilement à rentrer dans le rang, à être dépossédé des prérogatives tant pécuniaires que de prestige que ce poste lui confère et, sitôt « dégommé », il se met au travail pour reprendre la place prépondérante. Mais, quand il est au pouvoir, qu'il soit de droite ou d'extrême-gauche, que ce soit par intérêt, par ambition ou par la certitude que lui seul a raison, il use de tous les moyens: répression impitoyable, massacre des collectivités ou des individus le combattant.

Le peuple, après s'être sacrifié, après avoir donné les meilleurs des siens pour renverser un despote, n'a plus qu'une chose à faire, dès qu'il est « victorieux »: se courber docilement et obéir en silence aux ordres de ses nouveaux maîtres. Les prisons, les camps de déportation et les mitrailleuses sont là pour le rendre à la « sagesse ».

Or, la guerre civile ne peut pas amener autre chose que de nouveaux maîtres. Son mécanisme même, si j'ose m'exprimer ainsi, lui interdit d'aboutir à autre chose qu'à une dictature, parce qu'elle-même est une dictature — et la plus cruelle, la plus féroce des dictatures: la dictature militaire.

En effet, dès que la guerre civile est déclenchée, c'est, immédiatement, dans les deux camps, la loi martiale qui fonctionne. *Tout* et *tous* doivent être subordonnés à la victoire. Les libertés sont abolies, la presse muselée, les citoyens surveillés étroitement par une police politique uniquement préoccupée de « débusquer » un ennemi; les commissions « d'investigation » fonctionnent, les délations pleuvent, les exécutions sommaires se multiplient au petit bonheur, des hommes sont fusillés, victimes de vengeances personnelles ou de divergences de tendances.

Une seule chose importe: vaincre. Les chefs des partis révolutionnaires sont investis de pleins pouvoirs. La censure règne en maîtresse, les tribunaux civils ou militaires fonctionnent à plein rendement: peines de mort, de prison, de déportation pleuvent dru. Il n'est même pas besoin d'être un ennemi avéré pour être considéré comme

dangereux. Etre simplement suspecté de tiédeur est un crime, en vertu de cet adage: « Quiconque n'est pas avec nous est contre nous! »

Et l'on voudrait que ce soit ça qui nous amène un régime de justice sociale et de liberté? Allons donc!

La victoire d'une guerre civile amène une dictature plus ou moins avouée de la secte triomphante. Quelquefois, elle peut s'accommoder de quelques anodines réformes sociales. Mais l'exploitation de l'homme par l'homme subsiste, le militarisme survit ainsi que tout le système de répression.

Et vous voudriez que nous en fussions? Grand merci!

Mais il y a encore un argument qui milite fortement contre la guerre civile: la technique moderne de la guerre.

Tous les gouvernements en place ont une solide armée à leur disposition, armée munie des instruments de meurtre les plus perfectionnés: tanks, canons lourds, avions de bombardement, gaz incendiaires et toxiques.

Pour qu'une guerre civile puisse avoir des chances de triompher, il faudrait — et les événements d'Espagne nous le démontrent — que les insurgés fussent pourvus d'engins de meurtre aussi perfectionnés et en grande quantité. Or, ils ne peuvent être ainsi armés que si un gouvernement étranger leur procure du matériel. Et ce gouvernement ne leur fournira cette aide que s'il vise le triomphe de ses coreligionnaires politiques.

Alors, on en arrive à ceci: pour qu'une insurrection triomphe, il faut qu'elle soit aidée par les fascistes ou les bolchevistes. C'est dire qu'elle aboutira fatalement à une dictature blanche ou rouge.

Eh bien! nous ne voulons nous battre ni pour l'une ni pour l'autre — nous les combattons au même titre.

III

GUERRE CIVILE OU RÉVOLUTION SOCIALE ?

Avant d'aller plus loin dans ma démonstration, je voudrais, pour bien situer ma position, répondre à un camarade « indigné de ma volte-face ».

Parce que, il n'y a pas très longtemps, j'ai écrit des articles et fait des conférences dans lesquels je prêchais

sous l'image rayonnante de la justice sociale, mais sous la figure hideuse de la haine et de la vengeance.

Certes, ceux-là qui haïssent leurs tortionnaires, leurs exploiters, leurs maîtres inhumains, ceux-là ont quelques excuses. Mais ils ne comprennent pas encore que ce n'est pas aux hommes qu'il faut s'en prendre, mais à un système social qui fait régner le *Homo homini lupus* de Plaute. Ils ne comprennent pas que ce qu'il faut supprimer ce ne sont pas les oppresseurs mais le système d'oppression; que ce qu'il faut ce n'est pas changer les maîtres mais empêcher quiconque d'être un maître. Guillotiner un tyran, fusiller un général, pendre un exploitateur, mettre en prison un factieux, cela ne sert à rien si le lendemain on laisse s'instaurer un nouveau maître qui s'appuiera sur l'armée pour maintenir sa domination, qui s'entourera de complices qui, à leur tour, saigneront le peuple.

La révolution sociale ne doit pas, absolument pas être une œuvre de vengeance. Elle doit être une sereine et solennelle réparation.

Il faut empêcher ceux qui sont nuisibles d'exercer leurs méfaits? Soit. Mais, pour ce faire, point n'est besoin de les tuer ou de les mettre en prison. Il suffit seulement de leur enlever les moyens de nuire et d'empêcher que d'autres les remplacent.

Nous crions contre la contrainte. Il ne faut pas qu'à notre tour nous en usions; car le crime, qu'il soit commis au nom d'un seul ou au nom du peuple, c'est toujours le crime. Tuer quelqu'un au nom d'une loi, au nom d'une patrie, au nom de l'entité: prolétariat, ce n'est ni plus ni moins qu'un assassinat et le bourreau, qu'il agisse pour le compte du capitalisme ou de la pseudo-justice de classe, ne sera pas autre chose qu'un escarpe répugnant.

Pour que la révolution sociale soit accomplie, il faut, auparavant, que les hommes qui souffrent de l'injustice actuelle se mettent toutes ces notions élémentaires dans le cerveau.

— Ce sera long, me dit-on. Vous ne verrez jamais cela, ni vos fils, ni vos petits-fils.

— Eh! qui sait? En tout cas, si long que soit le processus, il doit être poursuivi.

— Mais, on souffre tous les jours...

— Eh! je le sais bien. Mais croyez-vous que, parce que vous aurez donné libre cours à votre colère, parce que vous aurez renversé vos maîtres actuels pour vous en donner d'autres, parce que vous aurez supprimé le capitalisme privé pour instaurer le capitalisme d'Etat; parce que, au lieu d'être exploité par un patron, vous serez exploité par un gouvernement; parce que vous aurez appelé vos ministres: commissaires du peuple, parce que les officiers deviendront des « camarades officiers », parce que

les gardiens de prison n'auront plus sur leur képi l'étoile jaune mais la faucille et le marteau; parce que le tribunal correctionnel sera devenu le tribunal « du peuple », croyez-vous que vous aurez gagné au change?

Voyez plutôt ce qui se passe en Russie. Voyez, aussi, ce qui se passe en Espagne républicaine, où les militants syndicalistes et anarchistes sont réduits au silence quand ils ne sont pas emprisonnés... ou assassinés!

La guerre civile je le répète au risque d'en être fastidieux, ce n'est que la violence systématisée, la dictature intronisée, la liberté foulée aux pieds. Et puis, c'est la guerre, avec son cortège tragique de ruines, de misères, de cadavres.

La révolution sociale, au contraire, c'est le règne de la fraternité, de la justice sociale, de la liberté.

La guerre civile, c'est le déchaînement des haines. Or, on n'établit pas la fraternité et la liberté, ni la justice sociale en prêchant l'évangile de haine et en usant de contrainte.

L'amour entre les hommes — indispensable à la révolution sociale — ne s'imposera pas par la force des baïonnettes ou du canon; la liberté ne s'établira pas à l'aide de moyens répressifs ou de gaz asphyxiants; la justice sociale ne se réalisera pas par la spoliation.

« Ni Dieu ni maître », disait Blanqui. « Ni César, ni tribun », répétait, en écho, Eugène Pottier. Ces formules sont encore bonnes. Elles deviennent notre devise pour édifier la Patrie humaine de nos rêves. Or, cela ne peut être que par la révolution sociale.

La guerre civile, elle, ne peut que nous amener de nouveaux Césars, de nouveaux tribuns, et elle est, comme les autres guerres, le triomphe du soudard.

Il faut donc choisir: ou la guerre civile ou la Révolution sociale. Pour nous, notre choix est fait.

— Utopie, me dira-t-on.

Pas tant que vous le croyez.

IV

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Certes, pour beaucoup de gens, envisager la transformation radicale de la société, c'est se montrer un doux rêveur. Ces timorés ne peuvent se faire à l'idée que, une

fois en marche, la révolution ne doit s'arrêter que lorsque tout aura été établi sur de nouvelles bases. Ils ne veulent concevoir — et encore, cela leur semble-t-il le comble de la hardiesse — qu'une révolution par étapes, et chaque étape nécessitant un laps de temps relativement long d'adaptation avant de passer à la suivante.

« *Le monde passera ainsi sans heurts de la société capitaliste à la société socialiste. Car on ne peut, d'un seul coup de baguette magique, instaurer la liberté; il faut auparavant habituer les individus à être libres. Mais si on leur donnait immédiatement cette liberté, ils commettraient une telle série d'excès que l'on ne tarderait pas à regretter la société « policée » dans laquelle nous vivons actuellement. Il faut donc, pendant encore un certain temps, diriger le peuple, le guider tout doucement, avec d'innombrables précautions — car toute hâte pourrait être néfaste — vers sa libération totale.* »

Tel est, en gros, le raisonnement des socialistes dits « scientifiques ». Telle est l'argumentation dont ils se servent pour légitimer une « période transitoire de dictature du prolétariat ». Et tous ceux qui ne veulent accepter cette pseudo « science sociale » sont traités d'utopistes... quand ce n'est pas de provocateurs.

Eh bien! nous n'hésitons pas à dire que ce raisonnement est purement absurde, que ceux qui le tiennent sont non seulement des fantaisistes, mais encore des fumistes, car toute l'histoire démontre — et principalement, pour la France, les cent cinquante dernières années — que c'est justement parce que le peuple n'a pas su réaliser totalement la révolution, parce qu'il s'est contenté de miettes de réalisations, parce qu'il s'est laissé « guider », « diriger » par les prétendues élites politiques qu'il a, chaque fois, été la dupe d'aventuriers qui se sont hissés au pouvoir sur ses épaules et qui, une fois en possession de l'appareil gouvernemental, ont mis tout en œuvre, y compris les moyens despotiques qu'ils reprochèrent aux maîtres renversés, pour empêcher le peuple d'aller plus avant.

On n'avait pas encore employé le terme: « la pause », mais c'était en vertu d'un raisonnement identique que l'on se hâta de mettre au peuple une muselière toute neuve et des chaînes aux mailles renforcées.

Voyez 1789. Le peuple se lève, abat la monarchie. Quelques hommes clairvoyants: Marat, Robespierre, Babeuf s'aperçoivent vite que l'émancipation du peuple n'est qu'un leurre si elle ne s'accompagne pas de son émancipation sociale. Aussitôt, la bourgeoisie (qui, elle, vient de s'émanciper socialement) de déclencher une violente et haineuse campagne de calomnies contre ces hommes dont l'un finira sous le poignard d'un hystérique et les deux autres sous le couperet de la guillotine. Et dans les manuels d'histoire,

on les fera passer pour des hommes assoiffés de sang, alors qu'ils n'étaient altérés que de justice.

Voyez 1848, où la bourgeoisie préféra se jeter dans les bras d'un nouveau César plutôt que de voir le peuple accéder à la véritable égalité sociale.

On me répondra que cela est arrivé parce que le peuple n'avait pas encore pris conscience de ses droits, parce qu'il méconnaissait le principe de la lutte des classes, parce qu'il n'était pas organisé politiquement.

Hé! le peuple allemand, en 1918, était bien solidement organisé, il possédait un parti socialiste puissant. Qu'est-il arrivé, cependant?

Dès que, sous l'impulsion des spartakistes, il voulut ne pas se borner à une république bourgeoise et parlementaire, dès qu'il prétendit organiser la société sur la base des conseils d'ouvriers, le nouveau gouvernement, dirigé pourtant par les social-démocrates — l'élite de la classe ouvrière? — employa les mitrailleuses pour mater le peuple. Et cela, soi-disant parce qu'il ne fallait pas aller trop loin et gâcher les « conquêtes » de la révolution.

C'est sous ce même prétexte qu'il ne faut pas aller trop loin, que les bolchevistes, dès leur arrivée au gouvernement, s'ingénierent à limiter les pouvoirs des Soviets, à les mettre entièrement dans les mains du parti bolcheviste, à renforcer les pouvoirs de ce dit parti, à évincer par les moyens violents les autres fractions socialistes du gouvernement, à fusiller comme contre-révolutionnaires tous ceux qui voulaient réaliser véritablement la république des ouvriers et des paysans.

Rappelez-vous ce qui s'est passé en Ukraine. Dans le cercle de Golaï-Polé, sous l'impulsion des libertaires, les paysans s'étaient organisés en république fédérative à base communaliste. Ils surent résister énergiquement aux troupes allemandes d'occupation, puis à Skoropadski, puis à Petlioura. Pour défendre leur liberté, ils s'étaient organisés non pas militairement, mais en armée composée uniquement de volontaires. Chaque paysan pouvait, à tout instant, dès qu'il en manifestait le désir, abandonner le fusil pour reprendre les instruments aratoires. Les « chefs » étaient élus par les volontaires et révocables à tout moment par les assemblées.

Eh bien, malgré cette absence de hiérarchie, l'armée makhnoviste — ainsi nommée parce que le chef élu était Nestor Makhno — cette armée de volontaires non seulement se débarrassa des oppresseurs, mais ce fut elle qui anéantit l'armée blanche de Denikine.

Tant que le parti bolcheviste eut besoin de cette troupe ukrainienne, il en vanta le mérite et l'héroïsme. Makhno était célébré dans les journaux de Moscou comme un grand révolutionnaire, comme un héros. Seulement, brus-

quement ce concert de louanges cessa pour faire place à la calomnie, à l'injure. Et pourquoi cela? Parce que les paysans ukrainiens, une fois écrasée la réaction, voulaient rentrer chez eux, se livrer aux travaux des champs et poursuivre leur organisation sociale. Trotzky leur ayant donné l'ordre de s'incorporer dans l'armée rouge, ils s'y refusèrent. Les bolchevistes voulant leur imposer leur dictature, ils résistèrent, entendant administrer leurs communes comme bon leur semblait. Alors, sous la direction de Trotzky et de Staline, l'armée rouge pénétra en Ukraine et massacra impitoyablement ceux qui venaient, pourtant, de sauver la révolution du plus grand danger qu'elle eût couru.

N'est-ce pas ce qui se produit aujourd'hui en Espagne? où les anarchistes et les syndicalistes — grâce à qui les factieux échouèrent en Catalogne et, par contre-coup, dans les autres régions de Castille, de Valence, d'Aragon — où ces anarchistes et syndicalistes sont aujourd'hui calomniés, emprisonnés et assassinés uniquement parce qu'ils manifestent leur ferme intention de réaliser la transformation sociale — ce qui aurait pour résultat de réduire à néant le rôle des professionnels de la politique.

Eh bien, ce qui s'est produit en Allemagne, en Russie et en Espagne se reproduirait *inévitablement* demain en France si le peuple se laissait aller à la guerre civile. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. La violence ne peut amener que la violence.

Dans les partis d'extrême-gauche, on habitue le peuple à se dresser contre un certain système de gouvernement, alors que, pour qu'il se libère, il faut qu'il se débarrasse de tous les systèmes de gouvernement.

Les partis politiques, quelles que soient leur étiquette et la qualité du vermillon de leur drapeau, ne peuvent qu'être un frein à la révolution sociale. Ils ne peuvent, demain, être autre chose que les organismes dictatoriaux qui, une fois au pouvoir, emploieront tous les moyens de coercition — y compris la déportation, les camps de concentration, l'emprisonnement et même la fusillade — pour se maintenir au gouvernement.

Une seule force organisée du prolétariat pourra véritablement organiser la révolution sociale: le syndicalisme. De même que, seul, le syndicalisme possède les moyens d'empêcher le fascisme — quelle qu'en soit la couleur — de s'installer dans notre pays. Seul le syndicalisme peut transformer radicalement la société sans qu'il soit besoin d'user de la guerre civile pour cela.

V

GUERRE CIVILE OU GRÈVE GÉNÉRALE ?

Un des arguments que l'on oppose le plus souvent à notre thèse pacifiste intégrale est celui-ci:

« Si, demain, les organisations de droite — qui, vous ne l'ignorez pas, s'arment clandestinement — tentaient un coup d'Etat; si, avec l'appui de nations totalitaires, comme ça se passe en Espagne, ces groupes factieux voulaient, les armes à la main, établir un régime fasciste en France, le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les amants de la liberté, de tous les pacifistes — si absolue que soit leur haine de la guerre — ne consisterait-il pas à se dresser, à prendre les armes pour réduire les factieux et pour défendre nos libertés menacées? Et cette résistance armée, ne serait-elle pas la guerre civile, cette guerre civile dont vous ne voulez à aucun prix? »

Et certains militants qui jusqu'alors se proclamaient pacifistes intégraux se sont laissés prendre à ce raisonnement spécieux et ont immédiatement établi une distinction entre la guerre civile offensive et la guerre civile défensive. S'ils rejettent la première comme injuste, ils approuvent et se déclarent prêts à faire la deuxième, parce qu'elle est non seulement juste mais qu'en quelque sorte elle nous est imposée, qu'elle constitue un acte de *self-defence*.

Ah! que de subtilité pour défendre une mauvaise cause. Car il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de *guerre juste*, même en matière de guerre civile. La guerre, même civile, c'est l'assassinat, c'est la dictature militaire, c'est la censure, c'est la destruction des villes, c'est la sauvagerie déchaînée, les plus vils instincts débridés.

Et l'on voudrait que nous approuvions, mieux, même, que nous prônions cela? Et il se trouve des pacifistes (oh! je ne parle ni des pacifistes bêlants, ni des pacifistes officiels) qui admettent de participer à cette cochonnerie sanglante?

Ceux qui, aujourd'hui, se déclarent « prêts à marcher » ne se rendent-ils donc pas compte de la voie dangereuse dans laquelle ils s'engagent; que c'est, en somme, nous amener par la succession des faits au *si vis pacem para bellum*, dont l'un d'entre eux a si lumineusement démontré non seulement la malfaisance mais encore l'imbécillité?

Car, enfin, il faut être logique. Si l'on admet la guerre

efficacité sans appel et qui ne risque pas de nous entraîner dans une sombre aventure, qui ne risque pas de faire exterminer les meilleurs d'entre les nôtres pour le soutien d'un système social pourri ou pour l'avènement d'une dictature.

— *Et vous la connaissez, vous, cette force, cette espèce de panacée?*

— Parfaitement, nous la connaissons, et nous sommes même très nombreux dans le secret, car il y a une quarantaine d'années qu'elle a été préconisée par les militants syndicalistes et seuls les politiciens ont pu, jusqu'ici, en détourner la classe ouvrière.

Cette force, irrésistible, la seule qui puisse nous conduire jusqu'à la révolution sociale, la seule qui puisse être une digue résistant à tous les assauts de n'importe quelle dictature, c'est la grève générale.

C'est par son emploi seulement par son emploi, qu'on peut empêcher à la fois la guerre, le fascisme et la pérennité du régime capitaliste.

VI

LE MENSONGE DÉMOCRATIQUE

« La paix, nous dit-on couramment, ne peut exister que dans la démocratie. Seuls les pays donnant au peuple la facilité de se gouverner assurent, par là même, que la volonté pacifiste de la nation sera respectée. » Et c'est ainsi que, pour beaucoup, notre douce France est devenue une des dernières « tranchées de la liberté et de la paix ». Des hommes graves nous disent cela sans rire, les pauvres moutons de prolétaires en sont tout émus et emplis de fierté d'appartenir à un pays dont les citoyens jouissent de tant de bienfaits. Ils sont, dans leur orgueil, prêts à se sacrifier de nouveau pour maintenir intacts les « conquêtes » de leurs aïeux de 1789, 1848 et 1870.

Le suffrage universel leur semble une prérogative incomparable; grâce à lui, ils peuvent, à périodes fixes, manifester leur volonté formelle, envoyer au Parlement des députés de leur choix, élus sur un programme net. Donc, la démocratie parlementaire permet non seulement au peuple d'exercer sa souveraineté, mais encore de faire l'économie d'une révolution. Tel est le raisonnement tenu par des personnes averties.

N'ai-je pas lu, sous la plume d'un bon militant, agrégé de l'Université, la phrase suivante:

« *Dans les démocraties, et, plus généralement, dans tous les pays où le suffrage universel n'est pas tourné en dérision, est-il nécessaire, pour faire la révolution, d'avoir recours aux violences de la guerre civile? Non, sans doute. Car de deux choses l'une: ou bien le peuple n'est pas encore, en majorité, capable de réaliser certaines réformes; en ce cas, il est préférable de l'instruire d'abord, de le rendre digne d'être libre avant de le convier à se battre; ou bien le peuple mérite déjà la révolution, auquel cas il la réalisera bien sans violence aucune, sans guerre civile, puisqu'il jouit du suffrage universel. (On pourrait, je le sais, objecter que la démocratie n'est pas parfaite, que le parlementarisme la sabote souvent. Je répondrai que si, avec un système parlementaire, le peuple se laisse tromper et opprimer, c'est qu'il le veut bien.)* »

Que ce raisonnement « paralogique » puisse être tenu par un homme éclairé et dont la sincérité ne peut faire aucun doute, voilà qui est navrant.

La « démocratie » en régime capitaliste? Le « suffrage universel », manifestation de la « souveraineté du peuple »? Peut-on vraiment soutenir une telle opinion sans se prendre à sourire?

La paix, comme la liberté, comme le bien-être ne peut régner qu'à une seule condition: c'est que disparaisse le système odieux d'exploitation de l'homme par l'homme.

L'électeur a toujours la faculté, le jour des élections, de manifester sa volonté; il peut, à ce moment, révoquer l'élu infidèle; s'il se laisse tromper, c'est qu'il le veut bien.

Voire! Quelle est sa source de renseignements? Qui lui donne les informations sur les comportements de ses mandataires? Qui le met au courant de ce qui se passe non seulement dans son propre pays, mais dans le monde entier? Qui, en un mot, forme son « éducation » politique? — la presse.

Or, prenez les quotidiens. Tous, sans exception, sont dans les mains des forces du mal. Qu'ils soient les organes des forces capitalistes ou les porte-parole des partis politiques, tous, par esprit partisan ou par ordre du Veau d'or, altèrent systématiquement la vérité, déforment les faits — on va, même, jusqu'à « truquer » les photographies...

En face de cette presse pourrie, quel est le contre-poison? Seuls, quelques rares hebdomadaires, à tirage restreint et, quelquefois, à existence éphémère, émettent d'une faible voix des phrases de vérité qui ne sont lues, pour la plupart du temps, que par des gens qui sont déjà convaincus.

Dès la prime enfance, on empoisonne le cerveau avec les catéchismes officiels apprenant à respecter l'autorité,

à vénérer la patrie, à saluer le drapeau, à obéir à la loi, à se plier aux ordres des maîtres, à considérer comme intangible la propriété individuelle, à subir la loi du riche.

Et si vous n'avez pas le bonheur — rare — de rencontrer un adulte assez affranchi des préjugés pour vous dessiller les yeux et mettre entre vos mains autre chose qu'une feuille de mensonge, comment voulez-vous ne pas être trompé? Comment voulez-vous y voir suffisamment clair pour ne pas vous laisser prendre aux multiples pièges que l'on tend sous vos pas? Comment pourrez-vous exercer en pleine connaissance de cause votre « souveraineté »? Comment savez-vous que vos élus, qui n'ont eu que des paroles de paix et de fraternité universelle, vous conduisent tout droit à la guerre?

Tant que l'enseignement sera dispensé uniquement pour faire des petits d'hommes de futurs exploités; tant qu'on vantera, dans les écoles, cette trinité maudite: l'argent, l'autorité et la patrie; tant que la presse ne sera qu'en la possession des forces d'argent ou de mensonge et qu'en face de cette vaste entreprise d'abrutissement, il n'y aura que des petits brûlots comme notre journal, le peuple ne pourra pas se libérer. Il sera toujours dupé, spolié. Ses meilleurs mouvements seront détournés. Les crapules de la finance, de l'industrie et de la politique auront toujours le dessus. Il sera bon pour répondre à tous les coups de clairon guerrier. Trompé par le politicien, volé par le capitaliste, assassiné par le militaire, tel sera son sort, tant que subsistera le régime capitaliste. Que le Gouvernement se prétende monarchiste, fasciste ou démocratique, le peuple sera la victime propitiatoire offerte éternellement aux dieux de malversation.

Voyez donc ce qui s'est passé en France depuis vingt-trois ans. En 1914, le peuple vote et envoie à la Chambre une majorité de gauche. Trois mois après, ses élus anti-guerriers approuvent d'enthousiasme le déclenchement d'un des plus épouvantables massacres.

En 1924, Poincaré est chassé du pouvoir, Millerand obligé d'abandonner l'Elysée par des élections qui ont l'allure d'un raz de marée... Un an et demi après, le même Poincaré est redevenu président du Conseil!

En 1932, nouvelle affirmation « démocratique » du peuple. Et, le 8 février 1934, Doumergue prend la direction du gouvernement, et la Chambre « de gauche » accorde, quelques mois plus tard, la confiance au maquignon Laval.

En 1936, c'est une véritable vague de fond. Quarantevingts communistes entrent au Palais-Bourbon. Pour la première fois, c'est le chef du parti socialiste qui est président du Conseil. C'est pour le pain, la paix et la liberté!

Jamais le budget de guerre ne fut si élevé, la psychose d'union sacrée est répandue dans le pays, les vieux tra-

vailleurs continuent à crever de faim, l'amnistie a été sabotée, la « pause » est proclamée pour mettre un terme aux revendications sociales, le service militaire est maintenu à dix-huit mois avec faculté de maintenir des soldats deux ans dans les casernes, les lois scélérates sont toujours en vigueur et les tribunaux, à la demande du gouvernement du front populaire, condamnent les militants pacifistes, les « deux cents familles » sont toujours aussi puissantes, la vie devient de plus en plus cher, les impôts plus écrasants.

Et en 1938, sous la présidence de Daladier, c'est un ministère d'union nationale qui prend le pouvoir, et dans lequel figurent, entre autres, deux des ennemis les plus acharnés de la classe ouvrière: Reynaud et Mandel.

Ce qui n'empêche pas les partis bolcheviste et socialiste d'affirmer que « le front populaire continue » et de faire voter leurs élus pour le gouvernement.

Seulement, on laisse le peuple manifester librement dans les rues, on a « repris » la *Marseillaise*, on défile derrière le drapeau tricolore, on envoie la garde mobile rendre les honneurs à la dépouille mortuaire d'un élu communiste.

Comment, du reste, le peuple pourrait-il s'en rendre compte? Il n'a sous les yeux que la presse pourrie qui, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, distille chaque matin le mensonge à forte dose.

Non, non! le régime démocratique ne vaut pas mieux que les autres. Les « élus ouvriers » se montrent aussi mal-faisants que les dictateurs. Ils sont moins brutaux en paroles, mais leurs actes se montrent aussi féroce-ment conservateurs. Ils n'ont qu'une seule préoccupation: conserver à tout prix la situation que la crédulité indé- crottable des électeurs leur a créée.

Ces électeurs n'ont qu'une seule ressource: attendre 1940, c'est-à-dire de nouvelles élections, pour révoquer leurs élus infidèles... et en nommer d'autres qui ne vaudront pas mieux!

Le régime parlementaire, pas plus que tous les autres systèmes de gouvernement, ne peut en aucune façon amener la libération du peuple. Tant qu'existera le capitalisme — qu'il soit privé ou d'Etat — le peuple sera toujours sous la menace de la misère, de la servitude et de la guerre.

La démocratie n'est qu'un mensonge en régime capitaliste. Si vous voulez la paix, la liberté et le pain pour tous, il faut transformer la société.

Et un seul moyen s'offre à nous pour ce faire: la grève générale.

LA VRAIE SOLUTION

L'expérience a prouvé — et les deux ans de Front populaire l'ont encore confirmé — que tant dans le domaine social que dans celui de la paix on ne peut rien attendre de vraiment efficace du parlementarisme.

Du reste, cette constatation avait été faite depuis longtemps déjà.

Lorsque, pour la première fois, les groupements socialistes décidèrent de poser des candidatures aux élections, ils ne se forgeaient aucune illusion.

« Nous savons, dirent-ils en substance, que nous n'obtiendrons pas la justice sociale par l'exercice du bulletin de vote; nous savons que le système capitaliste ne se laissera pas déposséder de ses prérogatives sans résister; nous savons que même si, d'aventure, une majorité écrasante, une quasi-unanimité de la Chambre était socialisante et voulait socialiser la France, nous serions impuissants par ces moyens parlementaires à transformer la société. Seule la révolution sociale pourra établir un régime dans lequel chacun aura le maximum de bien-être et de liberté. Seulement, si nous présentons des candidats, c'est, d'abord, pour avoir l'occasion de nous compter et, ensuite, pour utiliser la tribune retentissante de la Chambre pour faire connaître au pays nos revendications, notre programme et nos protestations. »

Hélas! depuis bien longtemps cette position doctrinale a été abandonnée. Tout ce que la pratique nous a valu, c'est de voir des arrivistes impudents: Millerand, Briand, Viviani, Laval, Frossard, Lafont, Marquet, Déat et autres se servir du socialisme et de la classe ouvrière pour entrer au Parlement, et, ensuite, une fois le maroquin ministériel décroché, se placer résolument aux côtés de la bourgeoisie, dont ils défendirent les privilèges contre le prolétariat. Cela nous a valu encore le fameux gouvernement Blum, puis le gouvernement Chautemps dont il n'est tout de même pas utile de tracer une nouvelle fois le bilan pour dire que ni la justice sociale, ni la paix ne s'en trouvèrent favorisées.

Pour tout homme sincère qui veut se livrer à une analyse même hâtive des événements, le parlementarisme n'est qu'un instrument de duperie; il ne sert qu'à freiner et à détourner les désirs d'émancipation du peuple.

Les faits sont là: plus il y a de députés « révolutionnaires » à la Chambre, plus ils deviennent « raisonnables » et, quand ils arrivent au pouvoir, ils prêchent la « pause ». Plus il y a de députés antimilitaristes et pacifistes au Palais-Bourbon, plus les crédits de guerre trouvent de zéloteurs qui les augmentent et quand ces antimilitaristes et pacifistes sont au ministère, ils déclarent que « si la France était attaquée, le peuple serait unanime à la défendre ». Et si quelques pauvres bougres qui ont pris l'idée révolutionnaire et le pacifisme au sérieux veulent persister dans leur propagande, la vindicte sociale dénommée justice les enverra moisir dans un ergastule.

Donc, la cause est entendue. Si le peuple veut bannir à jamais la guerre, s'il veut instaurer une société équitable, il lui faut employer d'autres moyens que le parlementarisme, celui-ci s'avérant le meilleur outil de conservation sociale.

**

L'expérience et l'histoire ont aussi prouvé que si la révolution sociale était absolument indispensable; que si, pour faire régner la paix, le bien-être et la liberté, il fallait bouleverser de fond en comble la structure de la société, la guerre civile devait être énergiquement écartée comme moyen. J'ai démontré par des exemples, dont l'un ensanglanté encore un pays, que la guerre civile ne pouvait nous amener que la dictature — c'est-à-dire la négation absolue de la liberté — et que, par surcroît, elle était aussi vile, aussi répugnante, aussi criminelle que les autres guerres.

Et j'ajoutais: une seule force peut empêcher la guerre et réaliser la révolution sociale: le syndicalisme. Un seul moyen: la grève générale.

Aussitôt, les sarcasmes de fuser. Je n'étais plus de mon temps. Je prônais une méthode d'action tombée en désuétude. J'étais un utopiste.

Ne sont-ils pas plus utopistes, plus désuets ceux qui en sont encore au temps des barricades, ceux qui mettent encore leurs espoirs en la guerre civile qui, pourtant et de tout temps, n'a causé que des déboires?

On a essayé la guerre civile. On a vu et l'on voit, hélas! encore, ce que cela rend: de la misère, des dévastations, des cadavres, la dictature.

La grève générale n'a été qu'une seule fois essayée sérieusement: en Allemagne, en 1920, lors du putsch de von Kapp. Elle réussit à faire échouer l'aventurier.

En France, en 1920, elle ne pouvait pas réussir, parce qu'elle fut sabotée par les dirigeants confédéraux qui imposèrent le système absurde des « vagues d'assauts »; parce que les dirigeants confédéraux étaient adversaires de cette grève générale.

Le 12 juillet 1934, elle eût réussi si la C.G.T. ne s'était pas bornée à une démonstration de vingt-quatre heures.

Si, en mai-juin 1936, lorsque, sans mots d'ordre préalables, les ouvriers occupèrent spontanément les usines; si, à ce moment, la C.G.T. avait décidé la grève générale; le mouvement aurait été irrésistible et nous n'aurions pas eu à faire la lamentable expérience du Front populaire qui nous réserve de cruelles surprises.

**

Seulement, pour que cette grève générale soit possible, il faut au préalable que le syndicalisme ait été purifié et rendu à sa première destination. Il faut que la charte d'Amiens soit remise en vigueur, que la politique, la sale, la nauséabonde politique en soit totalement exclue.

Le syndicalisme, qui doit uniquement viser à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, doit cesser d'être le marchepied ou de se faire le soutien des maquignons de la politique.

Le syndicalisme doit être indépendant de tous les partis et de tous les gouvernements. Il ne doit, en aucune façon, collaborer avec eux. Il doit non seulement grouper tous les exploités, leur faire comprendre leur devoir de classe, mais encore travailler à faire d'eux non plus de simples cotisants mais des syndicalistes, des hommes conscients de leur dignité, conscients des tâches qui s'imposent à eux pour réaliser une société fraternelle.

Le syndicalisme ne doit pas être une « carrière », comme il l'est pour de trop nombreux permanents inamovibles; ce doit être une école persévérante de volonté, de solidarité; ce doit être une pépinière de propagandistes et de lutteurs sociaux; ce doit être la matrice d'où sortiront des hommes nouveaux épris de liberté et résolus à réaliser la justice sur terre.

Le syndicalisme ne doit pas se borner à être un instrument de revendications matérielles et de réformettes sociales. Il doit être le constant éducateur des ouvriers, à qui il fera comprendre que des augmentations de salaires et des congés payés ne résolvent en aucune manière le problème social et que crier dans des meetings ou dans des manifestations processionnaires: « A bas la guerre! » cela n'écarte pas le moins du monde le terrible danger qui pèse sur nos têtes.

C'est le rôle, mieux: le devoir impérieux de tous les pacifistes, de tous les révolutionnaires, de travailler dans leur syndicat à ce qu'il se transforme ainsi. Par la ténacité, par leur action obstinée, ils arriveront petit à petit à dessiller les yeux de leurs camarades, qu'ils arracheront à la

tourbe d'ambitieux et d'aventuriers qui se font actuellement leurs mauvais bergers.

Alors mais alors seulement, le syndicalisme sera une force puissante, irrésistible. Certes, cela demandera du temps. Qu'importe, il vaut mieux ne pas faire de révolution que d'en faire une mauvaise qui nous amènerait, qui ne pourrait nous amener qu'un surcroît de misère et d'esclavage et qui n'éloignerait pas, bien au contraire, la menace du massacre universel.

S'ensuit-il, cependant, que si cette grève générale qui doit aboutir à la révolution sociale n'est possible qu'à cette condition, elle soit impossible pour empêcher un fascisme quelconque de s'instaurer? S'ensuit-il que la grève générale, même dans l'état actuel du syndicalisme, ne reste pas encore le seul moyen efficace d'empêcher la guerre?

Je crois, au contraire, que présentement, c'est la seule arme qui nous reste pour maintenir les quelques maigres libertés qui survivent et que seule, elle peut faire échec aux velléités guerrières d'un quelconque gouvernement.

On l'a vu en Espagne, la guerre civile contre le fascisme blanc n'a servi qu'à instaurer un fascisme rouge, à étiquette républicaine et démocratique. La grève générale aurait certainement donné d'autres résultats.

En tout cas, même si elle avait échoué, des centaines de mille hommes seraient encore vivants, des villes seraient intactes qui ne sont plus qu'un amas lamentable de ruines. Et — dictature pour dictature — le peuple n'aurait pas été plus malheureux qu'il le sera à la fin de cet horrible cauchemar. Bien au contraire, il n'aurait pas tout le lourd poids de la reconstruction du pays, des récoltes perdues, et le vide affreux creusé dans ses rangs par les engins de meurtre.

Cela vaut tout de même bien qu'on y réfléchisse. Cela vaut tout de même bien qu'on préfère la grève générale. Cela vaut tout de même bien que l'on range la guerre civile parmi les plus épouvantables calamités.

VIII

NOTRE POSITION

D'aucuns, d'un petit air qu'ils voudraient supérieurs, nous appellent: tolstoïens, gandhistes, et ne sont pas loin de nous accuser de pactiser avec les tenants du régime actuel (n'a-t-on pas fait courir les bruits les plus abjects

quant aux ressources de notre journal?); cela prouve tout simplement que l'esprit partisan ou de boutique nuit toujours à l'esprit tout court et qu'il est des gens qui sont plus fanatiques que convaincus et à qui les événements n'apprendront jamais rien.

Nous ne sommes ni tolstoïens ni gandhistes; la théorie de la non-résistance au mal, pour si respectable qu'elle soit n'est pas la nôtre. Nous pensons, au contraire — et toute notre propagande est là pour le démontrer — qu'il faut non seulement s'opposer au mal, le dénoncer constamment, mais encore qu'il faut œuvrer, quels que soient les risques encourus, à en supprimer radicalement les causes. La cause de la guerre, de la misère, de l'injustice sociale, c'est le régime capitaliste. On ne supprimera donc ces maux qu'en supprimant le capitalisme; non pas en le modifiant, en l'améliorant comme le veulent certains, mais en le détruisant complètement. Nous avons la conviction que les soi-disant « réformes sociales » ne font que prolonger l'existence d'un système pourri et condamné à mort, et nous avons vu par l'expérience décevante du Front populaire que lesdites réformes se retournent toujours, en définitive, contre la classe ouvrière, qui en fait unilatéralement les frais.

Seule, à notre avis, la révolution sociale complète, bouleversant de fond en comble la société, supprimant tous les privilèges, pourra permettre au peuple de manger son pain dans la paix et la liberté. Nous sommes donc révolutionnaires. Mais nous nous refusons formellement d'identifier la révolution sociale avec la guerre civile, car nous estimons — et tous les essais réussis ou non de guerre civile l'attestent — que celle-ci est le contraire de celle-là.

Nous avons suffisamment donné de raisons de notre manière de voir pour que nous n'y revenions pas.

Il reste au peuple, aussi bien pour faire la révolution que pour barrer la route au fascisme ou empêcher la guerre, une seule arme: *la grève générale*. Si ce moyen échoue, il n'y aura plus rien à tenter parce que son échec sera uniquement dû à l'incompréhension ou à la mauvaise volonté de la classe ouvrière. C'est elle qui tient son propre destin dans ses mains. Selon qu'elle le voudra, il sera radieux ou rempli de crimes.

Il y a plusieurs façons de faire la grève générale, mais deux attirent particulièrement notre attention parce qu'étant les plus efficaces, les moins dangereuses: la grève générale à domicile ou la grève générale avec occupation des usines.

Que les factieux arrivent, demain, par surprise, à prendre le pouvoir — et ce n'est pas impossible, puisque les chefs principaux de l'armée et de la police sont avec

eux ou manifestent pour eux des sentiments d'inclination fasciste; — la C.G.T. peut en quelques jours, sans que coule un sang précieux, anéantir ce fascisme en décrétant la grève générale. Sans doute, tous les ouvriers ne sont pas affiliés à la C.G.T., mais, enfin, l'immense majorité y adhère et, s'ils se refusent à l'ouvrage, ce sera largement suffisant pour que la vie économique de la nation s'en trouve paralysée, pour que les transports ne répondent plus aux besoins, pour que tout s'arrête et que les dictateurs soient rapidement obligés de s'en aller. Le fait s'est produit en Allemagne en 1920 et von Kapp fut obligé de prendre la fuite. Sans compter que bon nombre d'ouvriers non affiliés à la C.G.T. se joindraient au mouvement de grève générale pour empêcher que le fascisme s'installe en France.

Seulement, pour éviter que cela dégénère en guerre civile — et l'on sait à quelles catastrophes cela nous conduirait — il ne faudrait pas que le peuple se livrât à des manifestations processionnaires qui ne donneraient que trop l'occasion aux forces de coercition de se trouver en contact sanglant avec lui.

Ou les ouvriers resteront bien tranquillement chez eux ou ils occuperont les lieux de travail. Et là, ils attendront sereinement les événements, qui ne pourront être que rapides et se termineront fatalement par l'écroulement des aventuriers.

— *Mais, me dira-t-on, ce gouvernement pourra les réquisitionner, les mobiliser?*

— Bien sûr. Seulement comme, justement, les ouvriers se seront mis en grève pour protester contre ce gouvernement, ils n'auront qu'à considérer comme nulle et non avenue toute mesure prise par lui.

— *Admettons, m'objectera-t-on encore. Mais alors, les factieux pourront envoyer l'armée et les forces de police pour faire évacuer les usines.*

— D'accord; mais qu'est-ce que cela rendra? Considérons le nombre de la troupe et de la police. S'il faut que toutes les entreprises soient évacuées, cela demandera un certain temps et puis cela n'aboutira à rien parce que, si chaque ouvrier évacué de force regagne son domicile, cela ne fera que continuer la grève générale. Sans compter que les forces répressives ne pourront — parce que pas assez nombreuses — demeurer en permanence devant les entreprises évacuées, qu'il leur faudra aller faire la même besogne partout et que rien n'empêchera, alors, les ouvriers de réoccuper l'usine abandonnée.

— *Mais si le Gouvernement use de répression sanglante? S'il fait, comme à Vienne en 1934, tirer à coups de canons contre les demeures ouvrières et contre les usines occupées?*

— Hum! cela me paraît bien douteux; car il ne suffit pas que des chefs ordonnent pour que quelque chose s'accomplisse. Et il n'est pas sûr du tout que les soldats — issus de la classe ouvrière — se montrent dociles jusqu'à ce point. Non, non! si le prolétariat sait rester énergique, s'il accomplit la grève générale jusqu'au bout, s'il se résigne à subir des privations de confort et même de nourriture qui ne seront que passagères et qui, tout de même, valent mieux que la privation de la vie ou de la liberté, ce prolétariat vaincra. Nulle force au monde ne peut obliger un homme à travailler contre son gré, si cet homme est résolu à ne rien faire. Et encore mieux ne peut-on obliger toute une collectivité.

Je le répète, c'est le prolétariat seul qui tient son destin entre ses mains. Il ne dépend que de lui d'être libre ou d'être esclave.

— *Soit. Admettons votre raisonnement en ce qui concerne la révolution sociale. Mais en ce qui a trait à la guerre, avouez que le bourrage de crâne et la trahison des leaders d'extrême-gauche — qui est réalisée depuis l'acceptation de la formule « de Marin à Thorez » — rendent peu probable l'ordre de grève lancé par les chefs de la C.G.T.*

— Bien sûr. Nous nous rappelons 1914, et nous n'avons, maintenant, que trop de raisons de prévoir le ralliement des chefs à la guerre. Seulement, je vous le demande, que voulez-vous faire? Prendre les armes pour « transformer la guerre impérialiste en guerre civile »? Que ferez-vous avec vos fusils, vos mitrailleuses, vos canons, vos tanks, même, contre la formidable force de répression que constitue l'aviation de bombardement? Et puis, vous instaurerez une dictature rouge en place de l'autre? Merci, très peu pour moi!

Au reste, la question est ainsi mal posée. Comme l'a démontré magistralement notre regretté Victor Méric, ce n'est pas quand la guerre sera sur nos têtes qu'il faudra agir. C'est avant, c'est tout de suite qu'il est indispensable que nous nous dressions de toutes nos forces contre le cataclysme. C'est dès maintenant qu'il faut entreprendre la propagande intensive de déboufrage. Il faut faire pénétrer partout cette idée qu'à aucun prix et sous aucun prétexte le peuple ne doit accepter la guerre. Il faut, dans les syndicats, combattre avec acharnement tous ceux qui parlent de « défendre nos libertés même par les armes ». Il faut débarrasser le syndicalisme de toutes les scories politiciennes. Alors, la grève générale sera réalisable.

Mais, qu'on le sache bien, si ce moyen n'était pas employé ou s'il échouait, si malgré tout la guerre éclatait... alors, il n'y aurait plus de sauvegarde qu'en l'action individuelle.

Je crois qu'il est inutile de donner de plus amples explications.

**

Ces chapitres, qui traitent de questions qui auraient demandé à être amplement développées, sont forcément incomplets. Mais, du moins, contiennent-ils les arguments essentiels de notre thèse.

Ils suffisent, je crois, à démontrer, qu'en aucun cas la guerre civile ne peut se légitimer, qu'elle est une guerre aussi horrible, aussi néfaste au peuple que les autres guerres et qu'il faut la combattre au même titre. Pour la paix, pour la liberté, pour la justice sociale — en un mot: *pour la vie*, une seule arme reste au peuple à employer: la grève générale.

Elle seule peut amener le règne de la liberté et de la fraternité humaine.

FIN

TOUS LES VENDREDIS :

La Patrie Humaine

le Grand Hebdomadaire du Pacifisme intégral

Fondateur : Victor **MERIC**

Directeur-Rédacteur en Chef : **Robert TOURLY**

Administrateur : Roger **MONCLIN** - Secrétaire Général : **Louis LOREAL**

Comité de Rédaction :

Félicien **CHALLAYE**, Gérard de **LACAZE-DUTHIERS**, Georges **YVETOT**

EN VENTE PARTOUT

Le numéro : **0 fr. 75**

ABONNEMENTS

Un an : **30 francs** - Six mois : **16 francs** - Trois mois : **8 fr. 50**

C. C. Chèque Postal : **ROBERT TOURLY**, Paris 1758-14

16, Rue Saint-Marc - Paris (2^e)

Téléph. : **CENTRAL 39-60**
